L'accord constitue un appel unanime aux autorités de Pretoria pour qu'elles déclarent que le système de l'apartheid sera aboli et qu'elles prennent des mesures constructives pour donner suite à un tel engagement; qu'elles mettent fin à l'état d'urgence; qu'elles relâchent immédiatement et sans conditions Nelson Mandela et tous ceux qui sont emprisonnés ou détenus en raison de leur opposition à l'apartheid; . . .

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: . . . qu'elles établissent la liberté politique et lèvent, sans conditions, l'interdiction du Congrès national africain et d'autres partis politiques; que, à la faveur d'une interruption de la violence de part et d'autre, le dialogue s'engage entre personnes de couleur, de religion ou d'appartenance politique différentes pour, finalement, créer un gouvernement non racial et représentatif en Afrique du Sud.

[Français]

En s'inspirant de ces principes, les chefs de gouvernement du Commonwealth sont également convenus de mesures communes visant à faire comprendre au gouvernement de l'Afrique du Sud l'urgence de démanteler l'apartheid et d'établir les structures d'un gouvernement vraiment représentatif dans ce pays.

En plus de réitérer l'appui du Commonwealth à l'application la plus stricte de l'embargo obligatoire sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud et de réaffirmer leur adhésion à l'Accord de Gleneagles de 1977 visant à décourager les contacts sportifs avec ce pays, les leaders du Commonwealth sont convenus d'appliquer les sanctions économiques communes suivantes contre l'Afrique du Sud:

- interdire tous nouveaux prêts publics au gouvernement de l'Afrique du Sud et à ses organismes;
- être disposés à prendre unilatéralement toute mesure jugée applicable en vue d'interdire l'importation de krugerrands;
- cesser tout financement public pour l'envoi de missions en Afrique du Sud, ou la participation à des expositions et à des foires commerciales dans ce pays;
- interdire la vente et l'exportation de tout matériel informatique susceptible d'être utilisé par les forces armées, la police ou les forces de sécurité de l'Afrique du Sud;
- interdire les nouveaux contrats visant la vente et l'exportation de produits, de matières et de techniques nucléaires à l'Afrique du Sud;
- interdire la vente et l'exportation de pétrole à l'Afrique du Sud;
- imposer un embargo strict et rigoureusement contrôlé sur les importations d'armes, de munitions, de véhicules militaires et de matériel paramilitaire en provenance de l'Afrique du Sud;
- imposer un embargo sur toute coopération militaire avec l'Afrique du Sud; et
- décourager toutes les manifestations culturelles et scientifiques, à l'exception de celles qui contribuent à l'élimination de l'apartheid ou qui ne sont pas susceptibles de le promouvoir.

Déclarations de ministres

Monsieur le Président, toutes ces mesures ont déjà été adoptées, d'une façon ou d'une autre, par le gouvernement du Canada. Certaines ont récemment été appliquées par l'administration du Président Reagan et quelques-unes, bien sûr, avaient antérieurement obtenu l'approbation du gouvernement britannique. Certaines de ces mesures, comme l'interdiction de consentir de nouveaux prêts, auront d'importantes retombées en Afrique du Sud.

Outre ces mesures communes, les chefs de gouvernement sont convenus de confier à un groupe restreint de personnalités éminentes du Commonwealth le mandat d'«encourager par tous les moyens possibles l'évolution de cet indispensable processus de dialogue politique pour contribuer à un changement pacifique et écarter l'horrible menace de conflagration qui pèse sur ce pays.»

Je suis heureux, monsieur le Président, d'informer la Chambre que j'ai communiqué avec le très honorable Pierre Elliott Trudeau, lundi dernier, pour lui demander d'envisager la possibilité de devenir membre de cet important groupe d'intervention. J'ai eu le plaisir de présenter officiellement la candidature de M. Trudeau, et le secrétaire général du Commonwealth en discutera plus amplement avec M. Trudeau dans les prochains jours.

Enfin, monsieur le Président, j'ai été désigné pour faire partie, avec le Président de la Zambie et les premiers ministres de l'Australie, des Bahamas, de l'Inde, du Royaume-Uni et du Zimbabwe, d'un groupe de coordination chargé d'orienter l'action du groupe de personnalités éminentes et de suivre les progrès accomplis dans les efforts pour provoquer le démantèlement de l'apartheid.

Nous allons nous réunir dans les six mois pour faire le point sur la situation en Afrique du Sud.

● (1510)

Monsieur le Président, j'estime que le Canada et tous les Canadiens peuvent tirer une certaine fierté de la conclusion de l'Accord du Commonwealth.

Tout au long des nombreux entretiens qui ont finalement débouché sur cet accord, j'ai constamment, au nom des Canadiens, souligné l'importance de signifier clairement au gouvernement de Pretoria que les peuples et les États du Commonwealth étaient déterminés à unir leurs efforts pour provoquer le démantèlement de l'apartheid.

L'objectif d'orchestrer une action commune a été atteint. Nous attendons maintenant de connaître la réaction de l'Afrique du Sud.

Si cette réaction est positive, nous exercerons une étroite surveillance afin d'évaluer la nature et le rythme d'application des mesures de réforme. Si elle est négative, nous n'aurons d'autre solution que d'envisager d'accroître les sanctions contre l'Afrique du Sud, soit de concert avec d'autres pays du Commonwealth, soit seuls.